

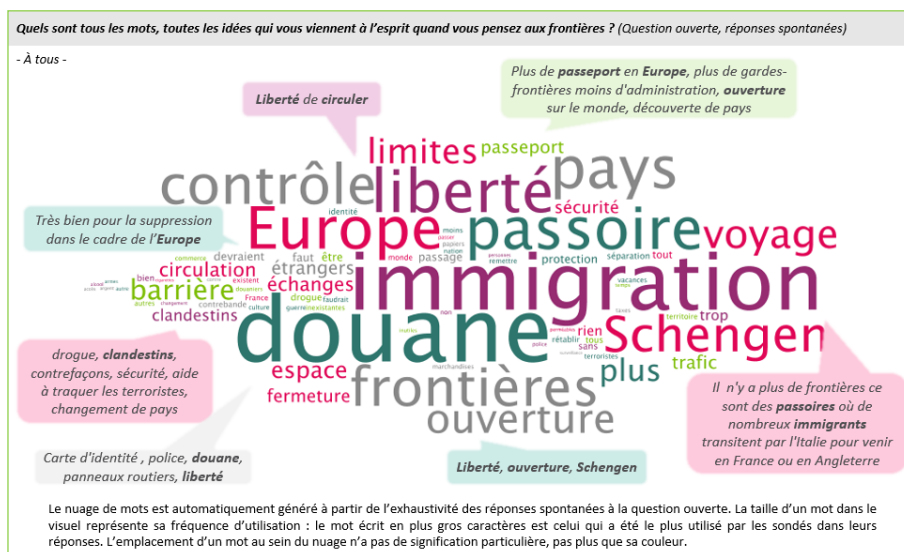
- Dans l'idéal, les Français estiment que **l'enjeu des frontières doit être posé à un niveau international** (73%) plutôt que strictement national (25%), et leur appréciation du concept repose principalement sur un cadre légal : une frontière sépare avant tout des espaces appliquant des lois différentes (49%).
- Sur le cas plus précis des **frontières hexagonales**, deux Français sur trois (64%) jugent qu'elles ne sont aujourd'hui **pas assez surveillées**, ce qu'ils considèrent pourtant **quasi unanimement possible** (91%, et même 52% « tout à fait possible »).

Dans le détail :

Spontanément, les Français associent les frontières à des « passaires » inefficaces pour contenir les flux migratoires, des frontières qui sont devenues peu visibles à leurs yeux entre les différents pays d'Europe

Invités à décrire avec leurs propres mots ce que leur évoque l'idée de « frontière », les Français l'associent spontanément à la notion de **contrôle d'un territoire par les autorités publiques**, mais un contrôle qui serait effectué **de façon très peu efficace**. Si l'on s'intéresse aux mots les plus utilisés dans leur réponse par les personnes interrogées, on retrouve ainsi le terme de « **douane** » qui renvoie de façon descriptive aux services affectés à la surveillance des frontières, mais une proportion significative de Français évoque spontanément l'expression de « **passoire** ».

Autre mot particulièrement mobilisé par les Français : « **immigration** », signe que les flux transfrontaliers sont principalement perçus sous l'angle de déplacements de populations depuis l'étranger vers la France. Enfin, en termes d'échelle, la question des

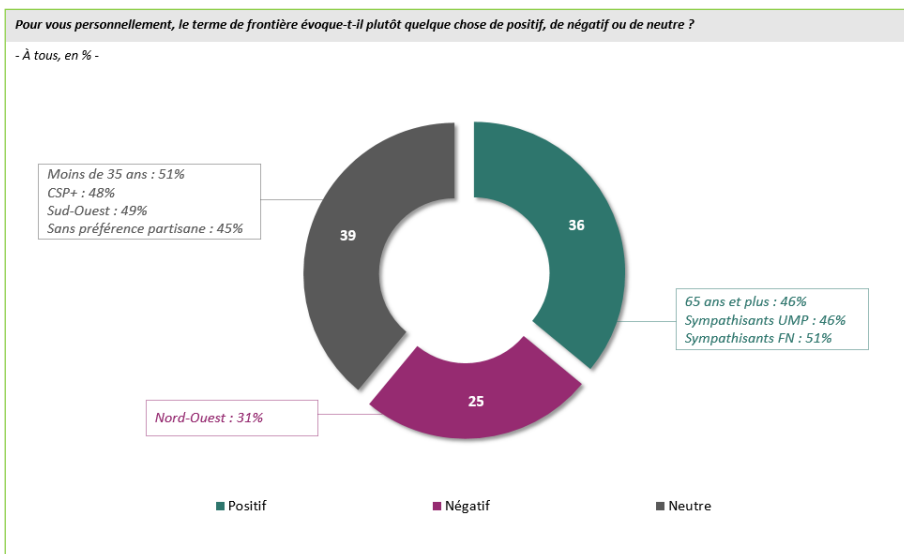


frontières évoque aux Français des **enjeux européens** : qu'il s'agisse d'évoquer l' « Europe » de façon générale ou l'espace « Schengen » plus spécifiquement, les personnes interrogées portent un regard sur les frontières qui dépasse le strict cadre français.

D'ailleurs, **une majorité de Français estime qu'il n'existe plus vraiment de frontières entre les différents pays composant l'Union européenne** : 61% partagent ce diagnostic d'absence de frontières intra-européennes. *A fortiori*, 78% des personnes interrogées jugent qu'il n'existe pas de frontières entre les régions françaises. Dans les représentations des Français, les frontières se matérialisent donc davantage entre l'Europe et les autres pays du monde (76%) ou entre les continents au sens plus large (80%). De façon générale, les personnes issues des catégories populaires sont légèrement plus enclines que la moyenne à juger qu'il existe bel et bien des frontières aujourd'hui entre les pays d'Europe (45%) voire entre les régions françaises (28%) mais ce point de vue reste très minoritaire. Parmi les sympathisants du Front de Gauche, ce sont en revanche plus d'une personne sur deux (53%) qui établissent l'existence de frontières fortes entre les pays d'Europe.

Les personnes interrogées perçoivent l'existence de frontières d'un œil plus positif que négatif : selon les Français, les frontières participent au sentiment d'appartenance, permettent des relations diplomatiques stables et, dans une moindre mesure, protègent les citoyens d'un pays de menaces extérieures

Alors que les Français perçoivent les frontières majoritairement comme peu efficaces, **ils semblent pourtant plutôt favorables qu'hostiles au principe** : seules 25% des personnes interrogées déclarent que le terme de frontière leur évoque quelque chose de négatif, tandis que plus d'un tiers (36%) considère à l'inverse qu'il s'agit



d'une notion positive et que 39% estiment plutôt que ce mot est neutre à leurs yeux. Le regard positif sur les frontières est plus prononcé chez les personnes les sympathisants de l'UMP (46%) et ceux du Front National (51%).

Plus précisément, **les Français associent l'existence de frontières à des conséquences plutôt positives** : 83% jugent que cela favorise le sentiment d'appartenance à un territoire (29% tout à fait), 74% que cela permet des relations diplomatiques stables (15% tout à fait) et 58% que cela protège les citoyens d'un pays de menaces extérieures (17% tout à fait). **Ces avantages sont davantage perçus que la moyenne par les sympathisants de l'UMP et du Front National.** En revanche, les Français sont plus partagés quant à savoir si les frontières ont pour effet de limiter les échanges entre les pays : 45% estiment que c'est le cas, quand 54% n'adhèrent pas à cette critique.

Dans l'idéal, les Français estiment que l'enjeu des frontières doit être posé à un niveau international plutôt que strictement national, et leur appréciation du concept repose principalement sur un cadre légal : une frontière sépare avant tout des espaces appliquant des lois différentes

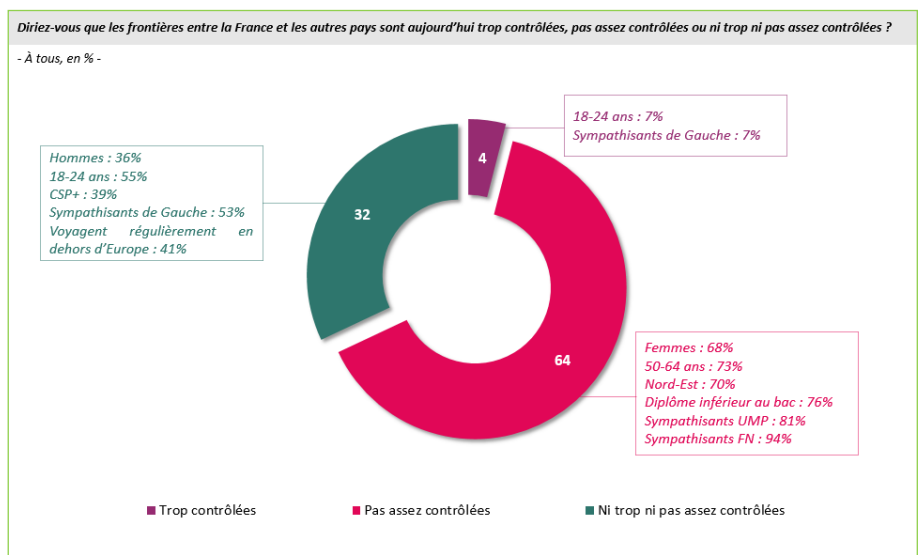
A peine un quart des personnes interrogées considère que la question des frontières doit aujourd'hui être abordée à l'échelle d'un seul pays (25%) ou à une échelle plus locale encore (2%). Bien au contraire, **73% des Français estiment donc que l'enjeu des frontières doit être pensé à un niveau international, même si les avis sont partagés quant au périmètre idéal** : 23% situent le curseur à l'échelle de quelques pays seulement, 19% à l'échelle d'un continent et 31% à l'échelle mondiale. Notons que les sympathisants du Front National restent nettement plus attachés que la moyenne à l'idée de frontières nationales (46%), tandis que les sympathisants de l'UMP se projettent davantage dans des frontières élaborées avec quelques pays (32%) – se projetant probablement dans une relation entre pays développés européens.

Au-delà des enjeux territoriaux, les Français esquissent une définition de frontières fondée sur un cadre juridique : à leurs yeux, **une frontière sépare avant tout des espaces appliquant des lois différentes** (49%), ce qui constitue un critère plus structurant selon eux que les différences en termes d'Histoire (29%), de langues (27%), d'économie (25%) ou de mentalités (25%). Cette définition légaliste des frontières est même partagée par une majorité absolue parmi les personnes les plus diplômées (56%), tandis que les Français habitant des départements limitrophes à d'autres pays se montrent plus sensibles que la moyenne à la question de la langue

(33%). Parmi les critères envisageables pour tracer une frontière, deux apparaissent nettement en retrait : la dimension géographique n'est considérée que par 15% des personnes interrogées, quand seulement 8% des Français jugent que les frontières séparent avant tout des religions différentes – un jugement toutefois partagé par 22% des sympathisants frontistes.

Sur le cas plus précis des frontières hexagonales, deux Français sur trois jugent qu'elles ne sont aujourd'hui pas assez surveillées, ce qu'ils jugent pourtant quasi unanimement possible

Aujourd'hui, 64% des Français ont le sentiment que les frontières entre la France et les autres pays ne sont pas assez contrôlées. **Près de deux personnes interrogées sur trois souhaiteraient donc renforcer la surveillance des frontières françaises**, même si l'on peut postuler qu'il s'agirait surtout d'accentuer le contrôle envers les personnes n'étant pas



issues des pays européens. Cette opinion est défendue avec particulièrement d'acuité par les sympathisants de l'UMP (81%) et elle fait l'unanimité parmi ceux du Front National (94%). Le sentiment que les frontières hexagonales seraient trop contrôlées est aujourd'hui quasi inexistant (4% seulement), tandis que 32% se satisfont du niveau de contrôle actuellement exercé à l'entrée du territoire national – une satisfaction plus répandue que la moyenne parmi les personnes proche de la gauche (53%).

Qui plus est, non seulement les Français souhaitent renforcer le contrôle aux frontières, mais **une écrasante majorité juge également qu'il serait possible de mieux contrôler ces espaces** : 91% estiment que cela serait possible, dont 52% qualifient même cette perspective de « tout à fait possible ». Les personnes habitant un département limitrophe d'un pays étranger adhèrent particulièrement à ce constat volontariste (98%).

